

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2009

Ensemble ils tomberont, ensemble ils se relèveront

Tel que prévu dans nos perspectives du mois de juin, l'économie canadienne dans son ensemble présente des signes tangibles qu'elle se dirige vers le chemin de la reprise. Cependant, dans l'arène provinciale, le portrait s'est quelque peu entaché. Les récents développements du marché laissent entendre que le ralentissement économique est plus généralisé que prévu cette année. Plus précisément, nous prévoyons désormais que neuf provinces afficheront une croissance négative en 2009. Cette révision concerne la rétrogradation de deux des trois seules provinces pour lesquelles nous avions prévu précédemment une expansion. La Saskatchewan – qui était classée l'an dernier au premier rang sur le plan de la croissance – a subi une importante révision à la baisse en raison des mauvaises conditions des récoltes de l'été, d'une baisse marquée de la production de la potasse et d'un investissement dans le secteur résidentiel plus faible que prévu. De même, l'économie de la Nouvelle-Écosse affiche maintenant un modeste repli en raison de la contraction des dépenses en immobilisations. Quant au Manitoba, la seule province demeurant en territoire positif en 2009, il a été déclassé depuis notre rapport du mois de juin. Aujourd'hui, on le considère à la limite.

Nous avons également révisé nos prévisions pour d'autres provinces, en général à la baisse, notamment la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Toutefois, les ajustements que nous avons apportés, en tout, s'annulent. Le principal effet compensatoire cette année provient d'une hausse de nos prévisions pour l'Ontario où la situation nous apparaît moins sombre à la lumière de la dissipation de l'incertitude entourant le secteur automobile, même si cette province subit encore les effets de la crise. En fait, on prévoit toujours que l'Ontario enregistrera le recul le plus marqué au pays après Terre-Neuve-et-Labrador qui est sous le poids d'une baisse considérable de sa production de pétrole brut et de l'exploitation minière. Nous avons aussi réduit considérablement le taux de fléchissement de l'Île-du-Prince-Édouard (qui affiche contre toute attente un fort volume d'exportations de produits de la pomme de terre et de composantes d'aéronef).

À l'exception d'une seule province qui devrait être épargnée par la récession en 2009, la situation semble plus généralisée que jamais. Par comparaison, l'Ouest canadien a été en grande partie épargné par la crise au début des années 90 tandis que la région de l'Atlantique a été épargnée au début des années 80.

Or, on prévoit que la reprise sera tout aussi répandue l'an prochain. Les dix provinces devraient profiter d'une relance en 2010, qui sera menée par l'Ouest canadien. La fin de la crise financière mondiale laisse entrevoir des signes de reprise dans l'ensemble du pays, comme en témoigne la spectaculaire remontée de la vente des maisons existantes. On prévoit la fin de la récession au troisième trimestre et un rétablissement de la confiance. Ces conditions ouvrent la voie à une augmentation des dépenses des entreprises et des particuliers au cours de la prochaine année. Les dépenses relativement élevées du secteur public fournissent un stimulant économique dans la plupart des régions, et cette situation devrait se poursuivre l'an prochain. De plus, la reprise imminente de

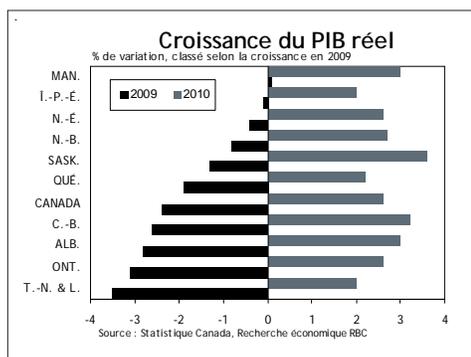


Tableau comparatif des récessions

variation annuelle (%)	1982	1991	2009P
T.-N.-L.	1,0	0,5	-3,5
I.-P.-É.	0,9	-0,3	-0,1
Nouvelle-Écosse	3,7	-0,9	-0,4
Nouveau-Brunswick	1,9	0,0	-0,8
Québec	-3,6	-2,7	-1,9
Ontario	-2,7	-3,9	-3,1
Manitoba	-2,6	-3,4	0,1
Saskatchewan	-1,9	1,1	-1,3
Alberta	-3,2	0,5	-2,8
Colombie-Britannique	-6,1	0,2	-2,6

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Note: les sections ombragées indiquent les économies provinciales qui ne se sont pas contractées

Paul Ferley

 Économiste en chef adjoint
(416) 974-7231
paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

 Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries

 Économiste
416-974-6525
david.onyett-jeffries@rbc.com

l'économie américaine stimulera la demande pour les exportations canadiennes et donnera un nouveau souffle aux marchés des matières premières, ce qui aura pour effet de faire monter les prix et de susciter de l'intérêt pour la hausse de la capacité de production.

Le solide rendement que nous prévoyons en 2010 pour l'Ouest canadien reflète en grande partie la remontée des marchés des matières premières et la hausse des dépenses liées aux projets d'immobilisations. En Colombie-Britannique, la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 stimulera l'activité économique.

Colombie-Britannique – encore morose, mais pas pour longtemps

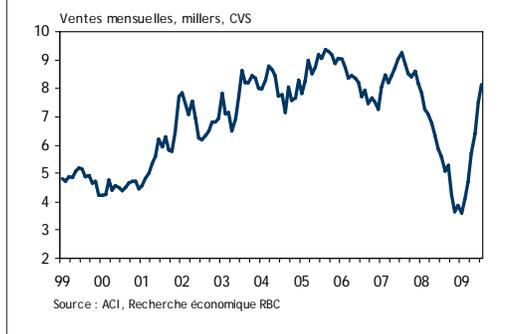
Après l'écroulement de l'économie de la Colombie-Britannique au cours de la première moitié de 2009, le retour à la croissance dès l'an prochain peut paraître difficile à croire. Des signes montrent cependant que le creux sera atteint en 2009 et que les conditions s'amélioreront par la suite. Au cours des derniers mois, la vente de maisons existantes a fait une remontée spectaculaire dans la province, après la pire des débâcles au début de l'année. Quoique ce phénomène ne peut à lui-seul provoquer une reprise générale, il témoigne d'un retour à la confiance. Dans le même ordre d'idée, les ventes au détail (avec même une tendance à la hausse) ainsi que les mises en chantier se sont stabilisées depuis le printemps, se démarquant ainsi des déclinés rapides observés à l'automne et en hiver. Nous estimons, comme le laisse entrevoir le sentiment du marché, que l'économie provinciale est en dernière phase de récession et qu'elle sera prête pour la reprise l'année prochaine. N'oublions pas, toutefois, que l'économie a subi un ralentissement considérable et que 2009 sera considérée comme la pire des années depuis 1982. En fait, la gravité de la récession et son impact sur pratiquement tous les secteurs de l'économie de la Colombie-Britannique (notamment la fabrication, les ressources naturelles, la construction, les services, les dépenses en immobilisations, les revenus du gouvernement et le marché du travail) nous a amenés à réviser la baisse du PIB réel de -1,9 % prévu en juin à -2,6 %.

La reprise attendue en 2010 sera attribuable aux améliorations des marchés intérieur et extérieur. La revitalisation de l'économie mondiale stimulera la demande pour les matières premières et stimulera le secteur des exportations de la province. Les dépenses en immobilisations, y compris celles initiées par les gouvernements, se poursuivront à un rythme soutenu et seront appuyées par la hausse des dépenses de consommation et le regain de la construction de nouveaux logements. L'année prochaine, la conjoncture bénéficiera des retombées des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010. Le PIB réel de la province devrait se hisser à 3,1 % en 2010, en hausse par rapport à nos prévisions initiales de 2,9 %.

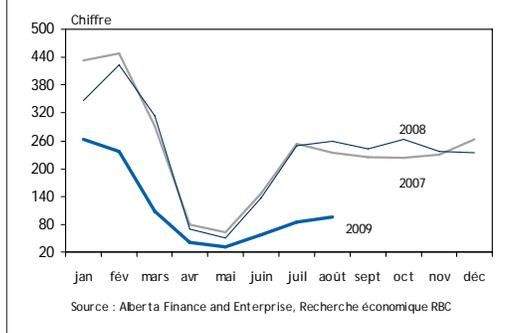
Alberta – Les signes de la reprise sont encore rares

La période de gestation de la reprise économique est inhabituellement longue en Alberta en contraste avec le reste du pays. L'économie de l'Alberta souffre encore de la réduction des mégaprojets de sables bitumineux, des conditions défavorables du marché du gaz naturel et de la dégringolade de la construction résidentielle, qui ont entraîné une baisse des dépenses en immobilisations et du marché de l'emploi. En dépit du récent regain d'intérêt pour les sables bitu-

Revente de maisons en C.-B.



Appareil de forage en Alberta



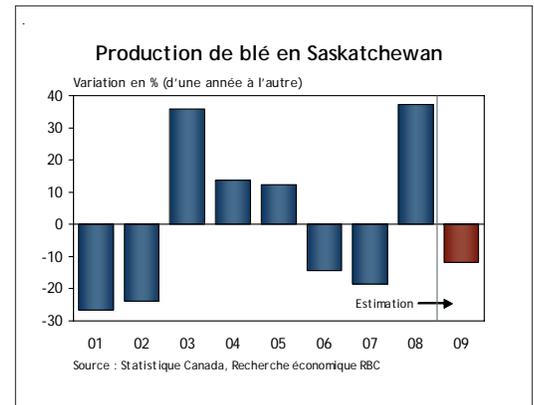
mineux (ainsi qu'en témoignent les contrats importants signés par les sociétés au cours des derniers mois), les dépenses en immobilisations pour les nouveaux projets restent en-deçà des niveaux de l'an dernier. Toujours dans le secteur pétrolier, le forage est en recul parce que le prix du gaz naturel et l'abondance des stocks en Amérique du Nord ne favorisent pas la construction de nouveaux puits. La construction résidentielle n'est pas dans une meilleure situation, les mises en chantier enregistrant des creux jamais vus depuis 13 ans. La conjoncture peu reluisante de l'économie a causé une hausse vertigineuse du taux de chômage depuis le début de l'année. Celui-ci a atteint un sommet jamais vu depuis 13 ans de 7,4 % en août, ce qui n'incite pas les consommateurs à délier les cordons de la bourse. L'effondrement actuel compte parmi les événements les plus difficiles qu'a connus la province depuis 1982. En outre, les mauvaises conditions météorologiques de l'été, qui auront une incidence sur les récoltes, n'ont fait qu'empirer la situation. Nous avons par conséquent révisé le PIB réel prévu pour 2009 de -2,5 % à -2,8 %.

Les piètres résultats enregistrés cette année dans plusieurs secteurs (la construction résidentielle, le forage du pétrole et du gaz, les dépenses de consommation et la production agricole) seront choses du passé l'année prochaine lorsque la morosité fera place à une demande accrue des matières premières, à un regain de la confiance et à des conditions plus favorables pour les récoltes. De plus, les prix pétroliers, prévus à environ 77 \$ US le baril, devraient provoquer une reprise des mégaprojets de sables bitumineux. L'économie albertaine devrait reprendre du mieux, avec une reprise du PIB réel à un taux de 3 %, en hausse de 2,9 % par rapport à nos prévisions de juin.

Saskatchewan – La récession est inévitable

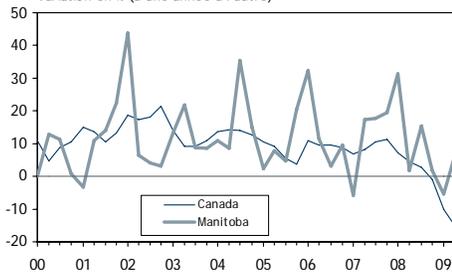
Les perspectives de croissance pour 2009 ont été révisées à la baisse, passant de -1,3 % par rapport au taux prévu de +0,7 % en juin. Trois secteurs clés de la province, la production agricole, la production des minéraux non métalliques et l'investissement résidentiel ont enregistré des résultats plus faibles que prévu à ce jour. De plus, les températures froides et la sécheresse ont considérablement réduit les gains prévus pour les récoltes de céréales. Statistique Canada prévoit que la production de blé diminuera de près de 12 % par rapport à 2008 et que cette baisse sera encore plus marquée pour le canola (environ 18 %) et l'orge (plus de 20 %). Les minéraux non métalliques ont subi les retombées de la chute de la production de potasse (en baisse de 59 % par rapport au mois de mai de l'année dernière) touchée par la récession et l'affaiblissement de la demande mondiale de fertilisants qui en a découlé. L'investissement résidentiel a, quant à lui, subi le contrecoup du boom de 2006 jusqu'au début de 2008. À Saskatoon et à Regina, le prix des maisons s'est emballé de telle sorte que le coût d'accession à la propriété a considérablement augmenté. Par rapport à 2008 et à 2007, où l'on avait enregistré des hausses de 23,6 % et de 31,7 % respectivement, l'investissement résidentiel a accusé une baisse de 7,5 % au cours de la première moitié de l'année. Cette situation est partiellement compensée par l'investissement des entreprises, toujours en hausse, du moins en termes de valeur nominale. Statistique Canada rapporte que les entreprises ont récemment révisé légèrement à la hausse leurs prévisions de dépenses en immobilisations de 2,3 % à 3,2 %.

Quoique décevante, la révision à la baisse de la croissance du PIB sera ample-



Investissement résidentiel au Manitoba

Variation en % (d'une année à l'autre)



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

ment compensée par la reprise des activités dans presque tous les secteurs en 2010. Si les conditions météorologiques reviennent à la normale, la production de céréales et d'oléagineux devrait repartir de plus belle au cours de la prochaine récolte. Favorisés par la reprise mondiale et la demande accrue de produits agricoles, les agriculteurs bénéficieront de la hausse des prix des céréales et des oléagineux - qui ont déjà atteint des sommets inégalés. La reprise agricole mondiale est également de bon augure pour le marché de la potasse. L'amélioration de l'accessibilité à la propriété découlant du déclin du prix des maisons et des taux hypothécaires devrait contribuer à la remontée de l'investissement résidentiel. La reprise devrait par ailleurs encourager la hausse des prix d'autres matières premières produites dans la région, notamment le pétrole et l'uranium. Non seulement le revenu provincial, mais également les dépenses en immobilisations de la province, s'en trouveront renforcées. Nous prévoyons une croissance nette de 3,6 % pour la Saskatchewan en 2010, soit une hausse par rapport à notre pronostic de 2,8 % prévu en juin. La province reprendrait ainsi la tête du peloton sur le plan de la croissance.

Manitoba – Une croissance en solitaire

La diversification de l'économie a permis au Manitoba de résister aux crises américaine et mondiale. Selon nos prévisions, cette province sera la seule au pays à enregistrer un gain réel du PIB cette année, même s'il s'agit d'un gain modeste (0,1 %). Ce chiffre a toutefois été révisé à la baisse par rapport au pourcentage prévu en juin (0,5 %), car tout indique que la récolte des céréales sera moins bonne qu'en 2008. Statistique Canada prévoit que la production de blé et de canola diminuera d'environ 16 %, étant donné que les conditions humides de semence qui ont sévi au printemps retardent la récolte et la rendent plus vulnérable au gel précoce. À ce jour, l'activité manufacturière affiche une baisse de plus de 6 % par rapport à l'an dernier, même si ce chiffre semble dérisoire en comparaison avec la baisse moyenne de 20 % à l'échelle nationale. Cette province a été la plus épargnée, car elle a été très peu touchée par la crise du secteur automobile. Sa production est en effet axée sur la construction des autobus. Les commandes d'autobus ont toutefois pâti des difficultés financières de certains États américains qui constituaient une source de croissance. Le secteur manufacturier de la province a bénéficié d'une forte demande d'équipement. Le Manitoba s'est également démarqué des autres provinces dans le secteur résidentiel où il a enregistré un taux d'investissement de 0,3 % en comparaison avec une baisse moyenne nationale de 12,6 % au cours de la première moitié de l'année. En ce qui concerne l'emploi, il a enregistré une croissance jusqu'en août (en hausse de 0,1 % par rapport à une baisse de 1,4 % à l'échelle nationale).

Nous prévoyons une croissance de 3 % en 2010. La demande des produits d'exportation de la province sera favorisée par la reprise aux États-Unis et dans le reste du monde. Cependant, la production manufacturière ne progressera pas aussi rapidement que dans le reste du pays en raison du plus faible déclin enregistré en 2009. Les prix des métaux de base, qui représentent une part importante de l'économie manitobaine, profiteront de la reprise mondiale. Cela aura un impact sur les revenus d'exportation et, par ricochet, sur le revenu de la province, et accroîtra les dépenses en immobilisations liées à divers projets miniers. D'autres dépenses seront engagées l'an prochain, par exemple, pour le projet

hydroélectrique Wuskwatim. Celles pour le Riel Converter Station de Manitoba Hydro commenceront toutefois à s'atténuer. Dans l'ensemble, nous prévoyons une certaine amélioration des dépenses en immobilisations en 2010 relativement à la baisse prévue cette année (selon une enquête de Statistique Canada, ces prévisions indiquaient une baisse de 2,4 % en 2009).

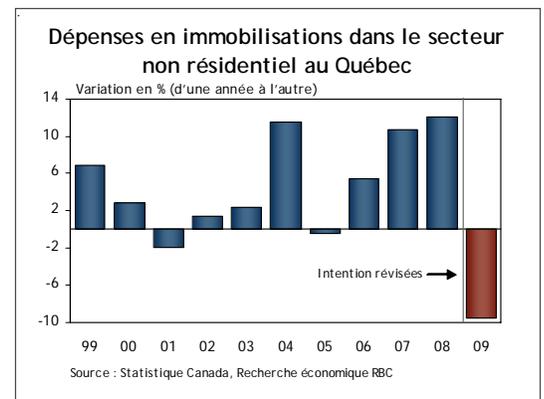
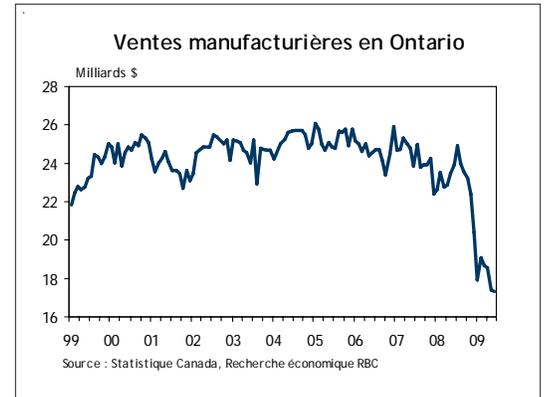
Ontario – S'éloigne du précipice

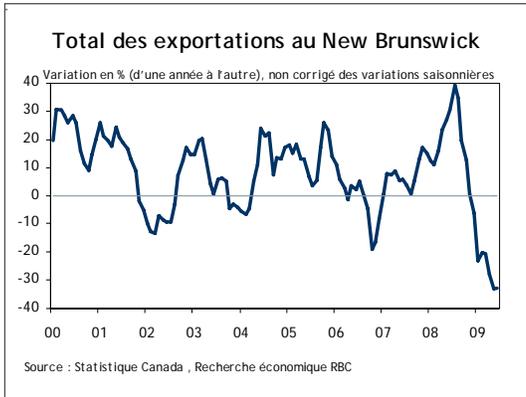
Il y a quelques mois à peine, l'Ontario était au bord du précipice économique. L'industrie automobile, le cœur de son secteur manufacturier, était en grand danger. L'incertitude entourant la déclaration de faillite des géants de l'automobile Chrysler et GM aux Etats-Unis a paralysé la production et la vente de véhicules à moteur ainsi que celles des biens et services accessoires, et a sérieusement remis en question la viabilité à long terme du secteur dans la province. Même s'il n'est pas le seul facteur à prendre en considération (le secteur résidentiel a également ressenti les contrecoups de la récession et de la crise financière), l'effondrement de la production automobile entre la fin de l'année dernière et le début de cette année a sans doute été un élément clé qui a déclenché la crise qui a sévi sur l'ensemble de la province. Cependant, Chrysler et GM ont échappé à la faillite au début de l'été (en grande partie grâce aux efforts sans précédent du gouvernement et aux concessions des travailleurs) et leurs usines dans la province, pour la plupart, auront évité la fermeture. Les pires scénarios sont donc maintenant écartés pour l'Ontario, surtout que les ventes d'automobiles ont repris de la vigueur. Après l'arrêt généralisé de plusieurs unités de production plus tôt cette année, on s'attend à ce que la reprise de la construction automobile à la fin de l'été stimule l'activité manufacturière au troisième trimestre et contribue à sortir la province de la récession. Encouragés par une dissipation de l'incertitude et de meilleures perspectives de croissance dans le secteur automobile (de nombreux fabricants de pièces sont toutefois encore en proie à des difficultés financières), nous avons légèrement révisé à la hausse nos prévisions économiques pour l'année, de -3,4 % en juin à -3,1 %. Il n'en reste pas moins que cela représente le plus fort recul de l'activité économique au pays après Terre-Neuve-et-Labrador, ce qui démontre à quel point l'Ontario a été touchée par la récession.

L'amélioration des perspectives de croissance dans le secteur automobile se poursuivra en 2010 et on s'attend à ce que la reprise du marché mondial, notamment du marché américain, contribuera au redressement économique. En Ontario, les dépenses d'infrastructure à tous les niveaux gouvernementaux atteindront un sommet l'année prochaine. La construction de logements reprendra son envol et les dépenses de consommation se redresseront tandis que de nouveaux emplois seront créés. Ces facteurs ramèneront la croissance à la moyenne nationale de 2,6 % dans la province en 2010, en hausse par rapport aux prévisions précédentes de 2,2 %.

Québec – Évite le pire de la récession

Même si le Québec a su éviter les pires dangers de la récession, il n'en a pas moins été touché par la crise mondiale, ce qui l'a placé dans une position de repli. La vigueur des dépenses en immobilisations (en particulier les infrastructures publiques) et la résilience du secteur immobilier ont été ses principales armes. Celles-ci ont pourtant montré des signes de faiblesse au cours de l'année. Même si les dépenses en infrastructures publiques progressent à grands pas, les so-





ciétés privées ont fortement réduit les projets d'acquisition de biens d'équipement. D'après la dernière enquête de Statistique Canada sur les prévisions en matière de dépenses en immobilisations, les biens d'équipement de la province devraient accusé une baisse de 21 % cette année en comparaison avec le pronostic établi il y a six mois. On prévoit, par conséquent, que le montant total des dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel subira une baisse considérable en 2009 (d'une valeur nominale de 9,5 %, contre les prévisions précédentes de 0,4 %). Quant au secteur résidentiel, auparavant stable, il a fait preuve d'une grande volatilité, ce qui a suscité des craintes de dérapage. L'activité de revente, qui a subi une chute considérable entre la fin de l'année précédente et le début de l'année, s'est heureusement redressée au printemps et à l'été. La construction de logements devrait somme toute connaître un atterrissage en douceur, comme prévu précédemment. Les perspectives moroses en matière de dépenses en immobilisations non résidentielles nous ont amenés à réduire le PIB réel prévu en juin, de -1,6 % à -1,9 % pour 2009. Au chapitre des bonnes nouvelles, la détérioration des exportations nettes s'est ralentie en première partie d'année (grâce à une chute marquée des importations), ce qui a eu un effet compensatoire positif sur l'économie.

La reprise attendue l'an prochain (2,2 %) a été légèrement révisée à la baisse (par rapport à 2,3 % auparavant) sous l'effet d'un élan plus faible que prévu en matière de dépenses en immobilisations. La croissance reviendra lorsque la demande des principaux partenaires du Québec (en particulier l'Ontario et les États-Unis) augmentera et que la confiance des consommateurs et des entreprises sera rétablie. L'économie provinciale prendra de l'expansion, sur le plan des activités externes et internes. On prévoit toutefois un rythme plus modéré, légèrement inférieur à la moyenne nationale de 2,6 %.

Nouveau-Brunswick – La politique budgétaire amortit le choc

Frappé par la récession mondiale la plus sévère depuis 60 ans, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a pris des mesures de relance budgétaire et a investi 1,2 milliard de dollars dans un programme d'infrastructure et 400 millions de dollars dans la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers. Toutefois, ces mesures ne suffiront pas à surmonter les obstacles liés à une économie exsangue. Nous prévoyons que le PIB réel baissera de 0,8 % en 2009, une baisse plus marquée que prévu en juin (-0,5 %). Sur le plan du commerce extérieur, l'économie a souffert de la baisse des exportations, de 28 % à ce jour (valeur nominale). La faible demande américaine et la diminution des prix des matières premières ont eu de graves retombées sur les secteurs de l'énergie, des mines, des forêts et de la pêche. La force du dollar canadien a en outre accru les difficultés du secteur manufacturier. On estime que les dépenses en immobilisations de la province plongeront de près de 29 % en 2009 (en comparaison avec 11 % prévu auparavant). En effet, les sociétés ont réduit leurs projets de dépenses en raison de la récession, de la crise financière et, dans le cas d'un projet énergétique d'envergure, en raison de la baisse de la demande pour les produits pétroliers.

Le redressement de l'économie américaine, qui devrait se faire sentir vers la fin de l'année, favorisera le secteur manufacturier et les exportations de matières premières en 2010. L'ampleur des dépenses publiques et les retombées positives d'une relance du marché du travail sur les dépenses de consommation con-

tribueront également à la reprise. Ces facteurs permettront au Nouveau-Brunswick de compenser le recul de l'investissement privé non résidentiel causé par l'achèvement de projets d'envergure tels que l'usine de Canaport LNG et amèneront le PIB réel à 2,7 % en 2010 (inchangé depuis juin).

Nouvelle-Écosse – La faiblesse des investissements mine la croissance

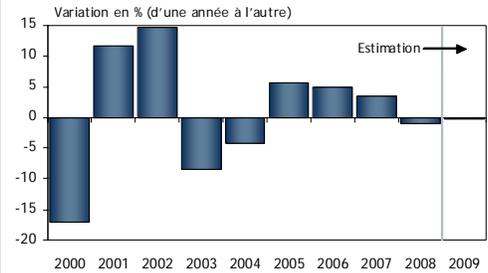
La vague des investissements privés qui avait servi à compenser les pertes subies dans d'autres secteurs de l'économie a perdu de son ampleur et ne pourra plus servir à conserver la province en territoire positif en 2009. La vigueur des investissements non résidentiels a été l'un des facteurs qui a le plus contribué à inclure la Nouvelle-Écosse parmi les trois seules provinces promises à une expansion. N'oublions pas que l'anémie de la demande mondiale, le faible prix des matières premières et la crise financière ont provoqué la réduction, le retard ou l'annulation de plusieurs projets privés d'investissements tandis que les mesures de relance de certains projets d'infrastructure ont été suspendues tant que le gouvernement n'aura pas proposé un budget au cours de l'automne. Selon l'enquête révisée de Statistique Canada sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé, les dépenses en immobilisations dans la province devraient essuyer une perte de 0,2 % en 2009, contre une hausse prévue auparavant de 6,7 %. Constatant que le ralentissement des exportations frêne la reprise de l'économie et que la demande et le prix du gaz naturel restent faibles, nous avons révisé à la baisse nos prévisions du PIB réel pour 2009 de +0,2 % prévu en juin à -0,4 %.

La reprise de l'économie américaine, prévue pour la deuxième moitié de 2009, devrait stimuler la demande pour les exportations clés de la province au cours de l'année prochaine. Le secteur des services et les projets d'investissement d'envergure amèneront également la Nouvelle-Écosse vers un retour en force de l'activité intérieure. Nous prévoyons que le PIB réel augmentera de 2,6 % en 2010, presque inchangé depuis juin (2,5 %).

Île-du-Prince-Édouard – Cap sur la diversification

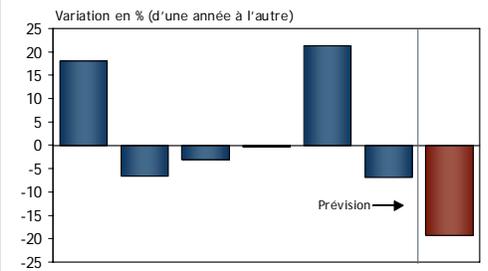
Les efforts de diversification de l'économie provinciale, qui dépend dans une large mesure du secteur agroalimentaire et du tourisme, semblent porter des fruits, ainsi qu'en témoigne la croissance rapide des secteurs technologiques tels que la fabrication de pièces d'avions. Ce secteur a affiché une hausse de 10 % en 2008, soit un chiffre d'affaires de plus de 300 millions de dollars, et une augmentation de 10 % à ce jour en matière d'emploi. Ces résultats servent de contrepoids au déclin actuel enregistré par les secteurs traditionnels de la province. Pendant la première moitié de l'année, le nombre de touristes étrangers a enregistré une baisse considérable. De plus, comme la demande de fruits de mer (considérés par certains comme un aliment de luxe) a perdu de l'élan, les prix des produits comme le homard sont restés affaiblis. En revanche, la vente des produits de la pomme de terre a affiché une hausse spectaculaire si l'on se fie aux exportations. D'autres projets publics d'infrastructure ont contribué à compenser les pertes. Le gouvernement provincial a, par exemple, mis en place un solide programme de relance budgétaire. De manière générale, on peut dire que l'économie provinciale a bravé la tempête avec plus de brio que les autres régions du pays, même si l'on prévoit un modeste repli cette année, avec un PIB réel prévu de -0,1 % (ce qui représente une nette amélioration par rapport aux

Construction non résidentielle et investissement en matériels en Nouvelle-Écosse



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production de pétrole brut à T.-N.-L.



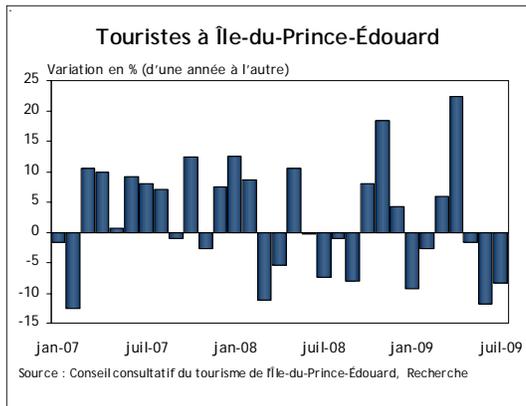
Source : Newfoundland and Labrador Statistics Agency, Recherche économique RBC

prévisions de juin, de -1,8 %). Nous prévoyons un taux de croissance de 2 % (inchangé) au cours de l'année prochaine, grâce au redressement des secteurs de l'exportation et du tourisme.

Terre-Neuve-et-Labrador – Une région ravagée par le pétrole et les mines

La performance économique de cette région au cours de l'année a été paralysée par les chutes du pétrole et de la production des minéraux (qui représentent environ 30 % du PIB réel dans cette province). La production du pétrole exploité en mer a enregistré un recul à un taux annuel de 16 % au cours des sept premiers mois par suite de la fermeture du projet Hibernia (mai-juin) pour l'exécution de travaux d'entretien et découlant des baisses provoquées par la maturation des champs existants. Par ailleurs, la production minière a piqué du nez en raison de la faible demande de métaux et des conflits de travail à la mine de nickel de Voisey's Bay. Dans d'autres secteurs, l'économie provinciale est en croissance. Les dépenses de consommation et l'investissement résidentiel sont en hausse depuis 2008 (bien que le rythme des mises en chantier ait ralenti depuis le printemps). Quant aux investissements non résidentiels, ils sont en plein essor. Selon un sondage effectué par Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les entreprises et les gouvernements prévoient hisser les dépenses en immobilisations à près de 24 %, soit une hausse plus élevée que prévu il y a quelques mois. Ces prévisions font écho au plan d'infrastructure du gouvernement provincial : 800 millions de dollars en 2009-10 et 800 millions de dollars en 2010-11. Quoiqu'il en soit, la faiblesse prépondérante du pétrole et des mines laisse prévoir une réduction substantielle du PIB réel en 2009, que nous estimons à 3,5 %, inchangé depuis notre pronostic précédent.

L'année prochaine, l'économie provinciale profitera de la mise en service du champ de pétrole North Amethyst, une extension de White Rose, qui compensera largement le recul de la production des puits pétroliers en mer existants. Cependant, c'est la production minière qui contribuera le plus à la reprise, grâce à la résolution éventuelle du conflit de travail et au regain de la demande mondiale pour les métaux. D'autres éléments contribueront à la reprise : les dépenses en immobilisations générées par des mégaprojets (la raffinerie de nickel à Long Harbour de Vale Inco, Hebron, expansion de White Rose) et une myriade de projets d'infrastructures provinciaux et municipaux. L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador devrait donc participer à la reprise en 2010. Notre prévision table sur une croissance du PIB réel de 2 %, ce qui représente toutefois une modeste révision à la baisse en comparaison avec le taux prévu de 3 % en juin (compte tenu d'une baisse plus rapide que prévu de la production de pétrole brut dans les champs qui ont atteint la maturité).



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail			
									%				Milliers							
	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10
T.-N. & L.	9,1	-0,1	-3,5	2,0	0,7	1,5	-2,4	1,1	13,6	13,2	15,4	15,5	2,6	3,2	3,1	3,0	9,0	7,6	0,9	4,3
Î.-P.-É.	2,4	0,9	-0,1	2,0	1,1	1,3	-2,0	1,2	10,3	10,7	12,7	12,9	0,8	0,7	0,6	0,7	7,7	5,6	-1,0	4,0
N.-É.	1,7	2,0	-0,4	2,6	1,3	1,2	-0,1	1,0	8,0	7,7	9,3	9,6	4,8	4,3	3,3	3,5	4,2	4,2	-1,7	4,4
N.-B.	1,7	0,0	-0,8	2,7	2,1	0,9	-0,2	0,7	7,5	8,6	9,3	9,8	4,2	4,2	3,6	3,5	5,7	5,9	-1,6	4,1
QUÉ.	2,6	1,0	-1,9	2,2	2,3	0,8	-1,0	1,1	7,2	7,2	8,8	9,4	48,6	47,9	40,5	39,0	4,6	5,1	-1,4	4,6
ONT.	2,3	-0,4	-3,1	2,6	1,6	1,4	-2,4	1,0	6,4	6,5	9,3	9,9	68,1	75,6	51,9	65,0	3,9	3,5	-3,1	4,1
MAN.	3,3	2,4	0,1	3,0	1,6	1,7	0,2	1,3	4,4	4,1	5,2	5,6	5,7	5,6	4,2	5,3	8,8	7,2	-1,7	5,1
SASK.	2,5	4,4	-1,3	3,6	2,1	2,2	1,5	1,0	4,2	4,1	4,9	5,3	6,0	6,8	3,2	3,7	13,0	10,6	-1,3	5,8
ALB.	3,1	-0,2	-2,8	3,0	4,7	2,7	-1,1	1,1	3,5	3,6	6,6	7,1	48,3	29,0	17,1	28,0	9,3	-0,1	-7,3	5,6
C.-B.	3,0	-0,3	-2,6	3,2	3,2	2,1	-2,5	2,1	4,2	4,6	7,7	7,6	39,2	34,3	14,8	24,0	6,7	0,3	-6,4	6,0
CANADA	2,5	0,4	-2,4	2,6	2,3	1,5	-1,6	1,2	6,0	6,2	8,5	9,0	228	211	142	176	5,8	3,4	-3,5	4,8

Tableau comparatif

2008, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	508	140	938	747	7 751	12 929	1 208	1 016	3 585	4 382
Produit intérieur brut (milliards \$)	31,5	4,7	34,2	27,3	301,5	587,9	50,9	64,3	291,7	199,2
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19,7	4,2	29,4	23,7	268,6	534,0	42,7	41,6	187,0	164,2
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,3	40,4	3,2	3,1	14,2	12,4
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,5	2,1	1,4	1,7	1,9	2,0	2,9	3,0	3,8	3,0
PIB réel par habitant (\$)	38 748	29 946	31 312	31 667	34 657	41 305	35 312	40 924	52 168	37 466
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,9	1,7	1,3	1,8	1,2	0,9	2,0	2,5	1,2	1,9
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 513	23 194	25 404	24 871	25 494	28 847	26 397	28 281	37 189	28 616
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	0,7	1,2	1,0	1,3	1,4	1,5	1,2	1,5	3,2	2,8
Taux d'emploi (août, 2009 %)	50,1	58,8	58,6	58,7	59,4	61,0	66,1	66,2	68,8	60,7
Indice d'inconfort (inflation + chômage, juillet 2009)	16,2	11,0	8,2	9,0	8,7	8,1	5,2	5,6	5,7	6,2
Production manufacturière (% du PIB réel)	5,0	11,7	10,6	11,8	18,3	17,4	12,8	7,6	9,2	9,3
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	55,1	70,9	71,3	68,2	64,4	60,1	64,3	58,4	52,7	69,8
Exportations (% du PIB réel)	38,5	32,5	24,2	42,3	33,5	42,4	30,2	38,5	36,3	25,5

Colombie-Britannique

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB réel	2002 millions de dollars	141 435	146 541	152 998	159 733	164 583	164 161	159 975	165 014
	évolution (%)	2,3	3,6	4,4	4,4	3,0	-0,3	-2,6	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	2 015	2 063	2 131	2 195	2 266	2 314	2 257	2 304
	évolution (%)	2,5	2,4	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,5	2,1
Taux de chômage	(%)	8,0	7,2	5,9	4,8	4,2	4,6	7,7	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	44 421	47 217	49 286	52 837	56 365	56 562	52 961	56 136
	évolution (%)	2,7	6,3	4,4	7,2	6,7	0,3	-6,4	6,0
Mises en chantier	unités	26 174	32 925	34 667	36 443	39 195	34 250	14 800	24 000
	évolution (%)	21,0	25,8	5,3	5,1	7,6	-12,6	-56,8	62,2

Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	155 359	163 564	171 416	181 791	187 493	187 028	181 885	187 250
	évolution (%)	3,2	5,3	4,8	6,1	3,1	-0,2	-2,8	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	1 717	1 757	1 784	1 871	1 959	2 013	1 991	2 012
	évolution (%)	2,7	2,4	1,5	4,8	4,7	2,7	-1,1	1,1
Taux de chômage	(%)	5,1	4,6	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6	7,1
Ventes au détail	en millions de dollars	39 318	43 372	48 493	55 942	61 160	61 069	56 619	59 767
	évolution (%)	4,4	10,3	11,8	15,4	9,3	-0,1	-7,3	5,6
Mises en chantier	unités	36 171	36 270	40 847	48 962	48 336	28 967	17 100	28 000
	évolution (%)	-6,7	0,3	12,6	19,9	-1,3	-40,1	-41,0	63,7

Saskatchewan

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	35 921	37 741	38 970	38 860	39 834	41 578	41 058	42 516
	évolution (%)	4,6	5,1	3,3	-0,3	2,5	4,4	-1,3	3,6
Nombre d'emplois	en milliers	476	480	483	492	502	513	521	526
	évolution (%)	1,7	0,8	0,8	1,7	2,1	2,2	1,5	1,0
Taux de chômage	(%)	5,6	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	4,9	5,3
Ventes au détail	en millions de dollars	9 858	10 259	10 796	11 495	12 984	14 360	14 171	14 993
	évolution (%)	5,0	4,1	5,2	6,5	13,0	10,6	-1,3	5,8
Mises en chantier	unités	3 315	3 781	3 437	3 715	6 007	6 792	3 200	3 700
	évolution (%)	11,9	14,1	-9,1	8,1	61,7	13,1	-52,9	15,6

Manitoba

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 059	37 861	38 783	40 344	41 662	42 655	42 715	43 975
	évolution (%)	1,4	2,2	2,4	4,0	3,3	2,4	0,1	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	570	577	580	587	596	607	608	616
	évolution (%)	0,5	1,1	0,6	1,1	1,6	1,7	0,2	1,3
Taux de chômage	(%)	5,0	5,3	4,8	4,3	4,4	4,1	5,2	5,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 953	11 692	12 381	12 870	14 008	15 017	14 759	15 507
	évolution (%)	3,6	6,7	5,9	3,9	8,8	7,2	-1,7	5,1
Mises en chantier	unités	4 206	4 440	4 731	5 028	5 738	5 550	4 200	5 300
	évolution (%)	16,3	5,6	6,6	6,3	14,1	-3,3	-24,3	26,2

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	484 341	496 780	510 626	524 105	536 340	534 036	517 748	530 950
	évolution (%)	1,4	2,6	2,8	2,6	2,3	-0,4	-3,1	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	6 213	6 317	6 398	6 493	6 594	6 687	6 524	6 587
	évolution (%)	3,0	1,7	1,3	1,5	1,6	1,4	-2,4	1,0
Taux de chômage	(%)	6,9	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,3	9,9
Ventes au détail	en millions de dollars	125 122	129 086	135 321	140 808	146 252	151 375	146 678	152 752
	évolution (%)	3,4	3,2	4,8	4,1	3,9	3,5	-3,1	4,1
Mises en chantier	unités	85 180	85 114	78 795	73 417	68 123	75 567	51 900	65 000
	évolution (%)	1,9	-0,1	-7,4	-6,8	-7,2	10,9	-31,3	25,2

Québec

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	244 422	251 028	254 708	259 032	265 888	268 609	263 640	269 440
	évolution (%)	1,2	2,7	1,5	1,7	2,6	1,0	-1,9	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	3 629	3 680	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 888
	évolution (%)	1,7	1,4	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	1,1
Taux de chômage	(%)	9,1	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,8	9,4
Ventes au détail	en millions de dollars	75 326	78 518	82 533	86 709	90 663	95 321	94 010	98 299
	évolution (%)	4,5	4,2	5,1	5,1	4,6	5,1	-1,4	4,6
Mises en chantier	unités	50 289	58 448	50 910	47 877	48 553	47 925	40 500	39 000
	évolution (%)	18,5	16,2	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-15,5	-3,7

Nouveau-Brunswick

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	21 765	22 366	22 727	23 280	23 669	23 665	23 488	24 122
	évolution (%)	2,8	2,8	1,6	2,4	1,7	0,0	-0,8	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	343	350	351	355	363	366	365	368
	évolution (%)	0,0	2,0	0,1	1,4	2,1	0,9	-0,2	0,7
Taux de chômage	(%)	10,3	9,8	9,7	8,8	7,5	8,6	9,3	9,8
Ventes au détail	en millions de dollars	7 827	7 963	8 326	8 814	9 318	9 872	9 715	10 111
	évolution (%)	0,5	1,7	4,6	5,9	5,7	5,9	-1,6	4,1
Mises en chantier	unités	4 489	3 947	3 959	4 085	4 242	4 175	3 600	3 500
	évolution (%)	16,2	-12,1	0,3	3,2	3,8	-1,6	-13,8	-2,8

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27 464	27 710	28 069	28 328	28 803	29 380	29 277	30 038
	évolution (%)	1,4	0,9	1,3	0,9	1,7	2,0	-0,4	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	431	442	443	442	448	453	453	457
	évolution (%)	2,0	2,6	0,2	-0,3	1,3	1,2	-0,1	1,0
Taux de chômage	(%)	9,1	8,8	8,4	7,9	8,0	7,7	9,3	9,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 015	10 297	10 527	11 163	11 636	12 129	11 917	12 436
	évolution (%)	1,8	2,8	2,2	6,0	4,2	4,2	-1,7	4,4
Mises en chantier	unités	5 096	4 717	4 775	4 896	4 750	4 267	3 300	3 500
	évolution (%)	2,5	-7,4	1,2	2,5	-3,0	-10,2	-22,7	6,1

Île-du-Prince-Édouard

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 778	3 877	3 955	4 051	4 149	4 187	4 183	4 266
	évolution (%)	2,1	2,6	2,0	2,4	2,4	0,9	-0,1	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	66	67	68	69	69	70	69	70
	évolution (%)	2,2	1,3	1,9	0,6	1,1	1,3	-2,0	1,2
Taux de chômage	(%)	11,0	11,2	10,8	11,1	10,3	10,7	12,7	12,9
Ventes au détail	en millions de dollars	1 383	1 385	1 424	1 512	1 629	1 721	1 704	1 772
	évolution (%)	1,0	0,1	2,8	6,2	7,7	5,6	-1,0	4,0
Mises en chantier	unités	814	919	862	738	750	700	610	700
	évolution (%)	5,0	12,9	-6,2	-14,4	1,6	-6,7	-12,9	14,8

Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 419	17 209	17 531	18 058	19 696	19 680	19 001	19 381
	évolution (%)	5,8	-1,2	1,9	3,0	9,1	-0,1	-3,5	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	212	214	214	216	217	220	215	217
	évolution (%)	2,4	1,0	-0,1	0,7	0,7	1,5	-2,4	1,1
Taux de chômage	(%)	16,5	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,4	15,5
Ventes au détail	en millions de dollars	5 736	5 755	5 826	6 026	6 567	7 063	7 124	7 432
	évolution (%)	6,1	0,3	1,2	3,4	9,0	7,6	0,9	4,3
Mises en chantier	unités	2 692	2 870	2 498	2 234	2 649	3 233	3 100	3 000
	évolution (%)	11,3	6,6	-13,0	-10,6	18,6	22,1	-4,1	-3,2

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

